

DROITS HUMAINS - DES SOLUTIONS CONCRÈTES CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le respect des droits fondamentaux des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus exposées au sida et aux hépatites virales est essentiel pour garantir l'accès aux moyens de prévention et aux soins. Malheureusement, les discriminations et violations de droits restent monnaie courante dans l'ensemble de nos pays d'intervention. C'est pourquoi les organisations membres de Coalition PLUS se mobilisent pour y mettre fin, en mesurant l'ampleur des discriminations et des violations, en les combattant juridiquement et en y apportant des solutions concrètes. Ainsi, certaines de ces actions ont pu être présentées lors de la 9ème conférence de l'AFRAVIH à Bordeaux.

Par exemple, au Burkina Faso, les travailleuses du sexe sont régulièrement victimes d'arrestations arbitraires et de racket de la part des forces de l'ordre, ce qui les pousse à la clandestinité. Cette situation de vulnérabilité les éloigne du dépistage et du traitement, alors que la prévalence du VIH parmi les travailleuses du sexe est estimée à 16,1 %. Dans ce contexte, REVS PLUS a lancé un travail de concertation entre les travailleuses du sexe, les gérants de sites de travail du sexe et les autorités communales et policières, qui a abouti à un ensemble de recommandations de santé publique. La prochaine étape sera la formation des forces de police sur le respect des droits humains des personnes qui exercent cette activité.

« La criminalisation des populations-clés est un obstacle à l'accès au soin. Il faut donc davantage investir dans des interventions à fort impact pour la promotion des droits fondamentaux des personnes les plus exposées au VIH/sida, comme par exemple le plaidoyer, la sensibilisation des professions intermédiaires (juristes, journalistes, policiers...) ou encore la mise en place de fonds d'urgence pour les leaders communautaires, explique Morgane Ahmar, chargée de Plaidoyer à l'ALCS (Maroc) et Coalition PLUS. Mais le droit à la santé des populations-clés passe aussi par la démedicalisation, qui permet de mieux les atteindre. »



Morgane Ahmar, chargée de Plaidoyer à l'ALCS et Coalition PLUS, lors de la Conférence de l'AFRAVIH 2018

FAITES UN DON

Soutenez les actions de Coalition PLUS en devenant donateur. Ensemble, nous pouvons construire un monde sans VIH/SIDA !

- Scannez le QR code ou rendez-vous sur www.coalitionplus.org/nous-soutenir pour faire un don en ligne récurrent ou ponctuel.

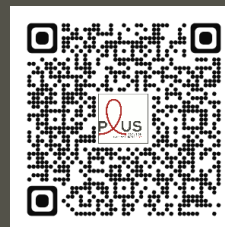
- Faites un don ponctuel par chèque (à l'ordre de Coalition Internationale Sida, PLUS).

- Pour toute information ou requête, notre Service donateurs se tient à votre entière disposition par e-mail à dons@coalitionplus.org (France), servicedonateurs@coalitionplus.org (Belgique), donateurs@coalitionplus.org (Suisse) ou par voie postale à l'une des adresses suivantes :

FRANCE | Coalition Internationale Sida, PLUS - 14 rue Scandicci - Tour Essor 93508 Pantin Cedex - France

BELGIQUE | Coalition PLUS Belgique - Rue des Pierres, 29 /010 - 1000 Bruxelles - Belgique

SUISSE | Coalition PLUS Suisse - 9 rue du Grand-Pré - 1202 Genève - Suisse



DEVENEZ AMBASSADEUR-DRICE

Les idéaux que nous défendons n'ont de valeur que parce que vous les partagez avec nous. Merci de combattre à nos côtés ! Ne l'oublions pas, l'union est notre force. En tant que donateur-trice, vous devenez ambassadeur-drice de Coalition PLUS. Parlez-en autour de vous et contribuez ainsi à enrayer l'épidémie.

RÉSEAUX SOCIAUX

Pour suivre l'actualité de Coalition PLUS, connaître nos revendications, savoir comment évolue la pandémie, être informé-e de nos mobilisations et partager nos combats :

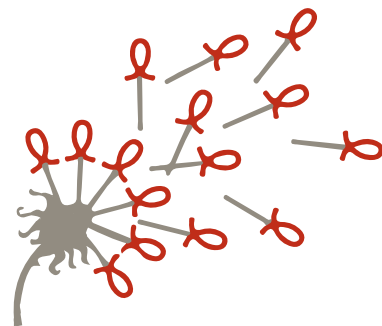


Le Blog de Coalition PLUS : <http://www.coalitionplus.org/actualite/featured/>

Notre page Facebook : www.facebook.com/coalitionplus

Notre compte Twitter : www.twitter.com/CoalitionPLUS

PUUSATION



JUIN 2018 /// N°17

La lettre d'information de **Coalition PLUS** qui donne le pouls de votre association

ÉDITO

La lutte contre le VIH/sida est à un tournant de son histoire. Alors que les outils scientifiques et technologiques à notre disposition nous permettent aujourd'hui d'envisager une sortie de l'épidémie dès 2030, le sida reste une urgence sanitaire mondiale bien réelle. Près de la moitié des personnes vivant avec le VIH dans le monde n'ont toujours pas accès à un traitement. Près de 2 millions de nouvelles infections sont recensées chaque année. L'épidémie, alimentée par les violations des droits fondamentaux, fait encore des ravages chez les populations-clés.

Pour en finir avec le sida, il est urgent de faciliter l'accès au dépistage et au traitement universel, en particulier dans les territoires les plus reculés et en direction des populations les plus touchées.

Pour Coalition PLUS, cela passe par la démedicalisation. Ainsi, nos agents de santé communautaires sont formés pour effectuer certains actes biomédicaux que les progrès scientifiques ont simplifiés : dépistage rapide, traitement post-exposition, test de charge virale, distribution des médicaments.

Chaque jour, grâce à votre soutien, nos structures communautaires démontrent l'efficacité de cette stratégie sur le terrain : merci à vous pour votre engagement !

Solidairement,



Hakima Himmich

Présidente de Coalition PLUS et de l'Association de lutte contre le sida (ALCS, Maroc)

AFRAVIH 2018 - POUR UN MONDE SANS SIDA, DÉMÉDICALISONS !

A l'occasion de la 9^{ème} Conférence internationale francophone VIH/hépatites (AFRAVIH) qui aura réuni chercheurs, médecins et acteurs associatifs du monde francophone du 4 au 7 avril 2018 à Bordeaux, Coalition PLUS a lancé sa campagne *Pour un monde sans sida : démedicalisons !*



Au centre : Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, aux côtés de nos militants-es pour soutenir la démedicalisation

La démedicalisation est recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour rendre le dépistage et les traitements plus accessibles, et ainsi rompre la chaîne des nouvelles infections. Sur le terrain, elle consiste à autoriser du personnel non médical, mais rigoureusement formé, à effectuer certains actes biomédicaux simples, tels que le dépistage rapide du VIH, l'administration du traitement post-exposition ou encore la dispensation du traitement anti-VIH aux patients diagnostiqués les plus stables. Démedicaliser, c'est aussi élargir aux infirmiers-ères le droit de prescrire ou renouveler des traitements et permettre à du personnel associatif de les distribuer.

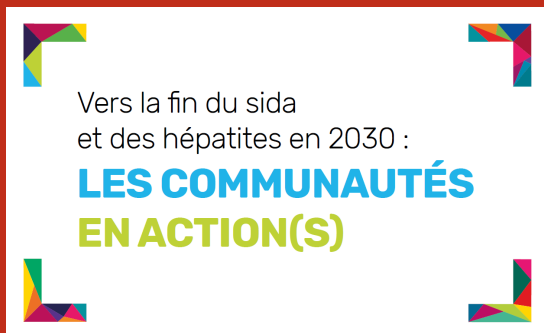
La démedicalisation a largement fait ses preuves d'efficacité : pourtant, elle n'est pas systématiquement mise en œuvre. Il est urgent que cela change.

« Nous, les médecins, ne sommes pas assez nombreux pour faire face à l'ampleur de la tâche, explique la Dr. Bintou Dembélé, administratrice de Coalition PLUS et directrice d'ARCAD-SIDA (Mali). Nous devons d'urgence mobiliser les communautaires, en particulier pour servir les populations marginalisées et couvrir les besoins dans les territoires actuellement délaissés. »



COALITION PLUS A 10 ANS

Une décennie d'activisme, de solidarité, de partage et de victoires



Il y a de cela 10 ans, en 2008, 4 associations communautaires du Nord et du Sud décidaient d'unir leurs savoirs et compétences pour réaffirmer le rôle central des personnes séropositives ou particulièrement vulnérables au VIH dans la lutte mondiale contre le sida. Coalition PLUS était née : un réseau international unique en son genre se mettait en mouvement.

La décennie passée a été riche en victoires politiques, mais elle a aussi été marquée par de véritables révolutions en matière de prévention et de traitement de l'infection à VIH, telles que le traitement comme prévention (TasP) ou la PrEP (prophylaxie pré-exposition).

Les outils pour mettre fin au sida existent. Mais le manque de volonté politique, la baisse des financements et les menaces sur les subventions du Fonds mondial, notamment dans les pays à revenu intermédiaire, freinent la riposte, alors même que la stigmatisation et les violations des droits fondamentaux des communautés les plus exposées continuent de nourrir l'épidémie. C'est pourquoi, depuis leurs débuts, les associations communautaires n'ont cessé de se battre pour l'accès à la santé des plus vulnérables : sur le terrain, à travers des actions spécifiques de prévention, dépistage et prise en charge ; mais aussi au sein des instances nationales et internationales, grâce aux apports de la recherche communautaire et du plaidoyer.

C'est pourquoi, pour ses 10 ans, notre union publie un panorama synthétique des initiatives innovantes de ses membres. Ensemble, nous construisons, jour après jour et sans relâche, les fondations d'un monde sans sida, ni hépatites virales.

Télécharger la brochure sur le site de Coalition PLUS : <https://bit.ly/2qTjc5Y>

AFRAVIH 2018 - DES PLATEFORMES POUR ACCÉLÉRER LA RIPOSTE AU VIH/SIDA

En 2014, avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), AIDES, membre français de Coalition PLUS, a créé 4 Plateformes au Maghreb (MENA), en Afrique de l'Ouest (PFAO), en Afrique Centrale et de l'Est (PACE) et dans l'Océan Indien (PFOI). Coordonnées respectivement par l'ALCS, ARCAD-SIDA, l'ANSS et PILS, membres de Coalition PLUS référents dans ces régions, ces Plateformes visent à fournir un appui technique aux associations communautaires de lutte contre le VIH/sida, tant en termes opérationnels (dépistage, prise en charge, ser-



Les Plateformes de Coalition PLUS apportent un appui technique aux associations communautaires

vices aux populations- clés...) qu'en termes de structuration associative (gestion financière, mobilisation des ressources, suivi-évaluation). Aujourd'hui portées par Coalition PLUS, elles appuient plus de 50 associations de lutte contre le sida réparties dans 23 pays africains et sont amenées à évoluer dans le champ de la recherche et du plaidoyer. La Conférence 2018 de l'AFRAVIH a permis de présenter leurs actions et résultats lors d'un symposium dédié.

Ainsi, grâce au renforcement de capacités fourni par la Plateforme MENA, pilotée par l'ALCS (Maroc), l'association SOS Pairs-Educateurs a pu mettre en place une offre de dépistage communautaire et devenir un acteur incontournable de la lutte contre le sida dans son pays d'intervention, la Mauritanie.

Par ailleurs, à travers la PFAO, ARCAD-SIDA (Mali) transfère les savoir-faire développés à la Clinique de santé sexuelle des Halles aux autres associations membres de la Plateforme. Grâce aux différents stages réalisés, les 15 associations bénéficiaires ont pu améliorer la qualité de l'offre en santé sexuelle (OSS) en direction des populations-clés dans 11 pays de la sous-région, notamment à travers le développement d'une OSS en cliniques mobiles, la décentralisation de l'OSS hors des capitales ou encore une amélioration de la qualité des examens réalisés par les soignants-es. Plus généralement, les 4 Plateformes africaines de Coalition PLUS ont permis de former plus de 160 pairs-éducateurs au Test rapide d'orientation diagnostique (TROD) : une approche ciblée qui permet de mieux atteindre les personnes les plus exposées au VIH, et ainsi de détecter davantage de cas positifs.

EQUATEUR - ATTEINDRE LES POPULATIONS-CLÉS À TRAVERS LE BACKPACKING

Depuis 2016, grâce au soutien de Coalition PLUS et aux expériences partagées de ses adhérents, Kimirina, membre de l'union en Equateur, met en œuvre un système de dépistage communautaire inédit. Après une première phase pilote, il a été décidé de mettre en place une solution moins coûteuse et plus adaptée aux populations locales : le backpacking. Dans ces interventions, des pairs-es, appelés-es brigadistas, arpentent les lieux de rencontres, avec dans leur sac à dos des kits de prévention (préservatifs, lubrifiants et brochures d'information) et de dépistage du VIH (réactifs et matériel). Chaque équipe de rue dépend d'un centre communautaire, où elle offre un accompagnement psychosocial en cas de test positif. Les personnes dépistées positives sont ensuite orientées vers un centre de santé local pour être prises en charge rapidement.



Une intervenante de Kimirina dépiste une personne transgenre

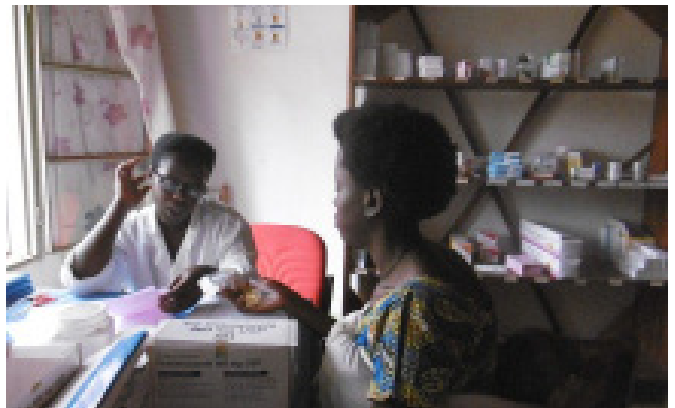
Cette stratégie innovante permet de toucher des personnes qui, en raison des discriminations qu'elles subissent, s'éloignent du soin : en Equateur, cela concerne tout particulièrement les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes (HSH) et les femmes transgenres.

En mission chez Kimirina, Camille Spire, trésorière adjointe de AIDES, membre français de Coalition PLUS, a pu observer la technique du backpacking lors d'une action de prévention et de dépistage dans un salon de coiffure trans* à Quito : « L'action s'est déroulée de manière fluide : le fait d'avoir le kit de dépistage dans le sac à dos et de faire le dépistage à l'arrière de la boutique, sans préparation du lieu en amont, est simple et efficient ».

Une efficacité attestée par le taux de découverte de cas positifs : en Equateur, Kimirina détecte 10% des nouveaux cas d'infection à VIH.

BURUNDI - DÉMÉDICALISER POUR FACILITER LE SUIVI ET L'ACCÈS AU TRAITEMENT

Membre de Coalition PLUS, l'ANSS assure le suivi et le traitement d'une personne vivant avec le VIH sur 10 au Burundi. Un chiffre encourageant, qui n'aurait pu être atteint dans ce petit pays en proie à une grave crise politique sans recourir à la démedicalisation. Au cœur de la philosophie de Coalition PLUS, cette démarche valorise les compétences communautaires en rendant plus accessibles les traitements antirétroviraux et le test de charge virale nécessaire au suivi thérapeutique des patients-es.



L'ANSS assure le suivi et le traitement d'une personne vivant avec le VIH sur 10 au Burundi

Au Burundi, beaucoup de personnes séropositives n'ont pas les moyens de se déplacer pour chercher leur traitement tous les mois. Pour remédier à ce problème, l'ANSS a mis en place un système où une personne relais est désignée pour approvisionner en traitements les patients-es de son village ou de sa communauté. Cette mesure permet aux patients-es de limiter les déplacements, et ainsi de garantir la continuité des soins. Preuve de son efficacité, 88 % des personnes vivant avec le VIH bénéficiant de ce système ont aujourd'hui une charge virale indétectable.

Par ailleurs, dans le cadre du projet pilote OPP-ERA, mené en collaboration avec le Ministère burundais de la Santé publique et de la lutte contre le sida, l'ANSS a été sélectionnée pour accueillir le deuxième laboratoire d'analyse de charge virale dans le pays. Indispensable, cet examen biomédical permet d'assurer une prise en charge médicale de qualité en vérifiant l'efficacité du traitement anti-VIH. Résultat, 85% des mesures en charge virale réalisées au Burundi entre 2013 et 2016 sont effectuées par l'ANSS. Aujourd'hui, plus de 8 patients sur 10 ne transmettent plus le virus grâce à leur charge virale devenue indétectable.

Désormais, l'objectif est de généraliser ce dispositif à l'échelle du pays en installant d'autres laboratoires d'analyse de charge virale.